ADV. L. 7475/1.

21. MAI 1961

Coordination (2)

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 10 mars 1961, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 8 avril 1954 portant règlement général sur la police de la circulation routière", a donné le 8 mai 1961 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 10e maart 1961 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 april 1954 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer", heeft de 8e mei 1961 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

L'objet du projet est de modifier l'arrêté royal du 8 avril 1954 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Comme l'indique le Ministre des Communications dans sa lettre du 8 mars 1961, ces modifications sont, en général, d'importance mineure. Toutefois, par son article 5, le projet tend à généraliser l'application de la règle de la priorité de droite: à cet effet, il remplace l'article 16 de l'arrêté royal du 8 avril 1954 par une disposition nouvelle qui ne prévoit plus que deux cas de dérogation à cette règle et ne fait plus aucune allusion à l'hypothèse où un conducteur débouche sur une voie publique comprenant une voie ferrée (voyez article 16, 1, a, actuel).

La portée de l'article 5 du projet doit cependant être bien comprise. Il n'en résulte nullement qu'en abordant une chaussée où circulent des véhicules sur rails les conducteurs soumis à l'arrêté royal du 8 avril 1954 pourront, à l'approche de ces véhicules, se prévaloir de la règle générale de la priorité de droite. Le projet ne modifie en rien, en effet, l'article 1er, alinéa 2, de cet arrêté, aux termes duquel "les véhicules sur rails ne tombent pas sous l'application du présent règlement". Il laisse intacte également la règle énoncée par l'article 14 de l'arrêté royal du 18 octobre 1957, qui porte : "Les voies ferrées établies dans la chaussée sont affectées par droit de priorité à la circulation

.../...

des véhicules sur rails", et qui ajoute, en s'inspirant d'ailleurs de l'article 17bis de l'arrêté royal du 8 avril 1954, "l'usager de la voie publique tenu de céder le passage à un véhicule sur rails ne peut poursuivre sa marche que s'il peut le faire sans risque d'accident, eu égard à la position, l'éloignement et la vitesse du véhicule sur rails". Au surplus, l'intention du Gouvernement ne paraît nullement être de modifier les dispositions qui établissent une priorité de passage au bénéfice des véhicules sur rails.

Eu égard à cette intention et pour ne laisser subsister sur celle-ci aucun doute dans un règlement qui, comme celui sur la police de la circulation routière, doit être observé par un très grand nombre de personnes, il conviendrait d'ajouter au projet un article modifiant l'article 15 de l'arrêté royal du 8 avril 1954 en faisant suivre les mots : "Règle générale" par les mots : "Sans préjudice des dispositions qui établissent une priorité de passage au bénéfice de véhicules sur rails...(suite comme dans le texte actuel)...".

\+

\+ \+

L'article 5 du projet appelle une seconde observation d'ordre général. Ce texte supprime à l'article 16, 1, b, les mots : "chemin de terre", qui ont donné lieu à des difficultés d'interprétation, et utilise le mot "sentier", dont l'interprétation ne peut, selon certains auteurs, prêter à aucune équivoque.

.../...

En réalité, ainsi qu'en témoigne l'examen des dictionnaires, le terme "sentier" est susceptible de plusieurs acceptions. Certaines d'entre elles caractérisent le sentier uniquement par l'étroitesse de cette voie de circulation, alors que d'autres le considèrent comme un chemin accessible seulement aux piétons.

Pour éviter toute difficulté, il conviendrait de rechercher une définition suffisamment précise du terme "sentier" et de la faire figurer parmi celles que donne l'article 2 de l'arrêté royal du 8 avril 1954.

\+

\+ \+

Le projet appelle en outre les observations de forme suivantes :

A l'alinéa 1er du préambule, il conviendrait de supprimer la référence à la loi du 27 mai 1957.

Cette loi a, en effet, été abrogée par suite de la mise en vigueur de la loi du 15 avril 1958 modifiant le Code d'instruction criminelle, la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage, et l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse.

L'article 16 de l'arrêté royal du 10 juin 1959 a mis cette loi en vigueur.

Selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, l'alinéa 2 devrait se lire :

"Vu la convention internationale sur la circulation routière et le protocole relatif à la signalisation routière, signés à Genève, le 19 septembre 1949, et approuvés par la loi du 1er avril 1954;".

/. .

A l'alinéa 4, il y a lieu d'omettre la référence à l'arrêté royal du 8 mai 1957; en effet, cet arrêté est abrogé suite aux modifications apportées à l'arrêté royal du 8 avril 1954 par l'arrêté royal du 4 juin 1958.

Il faut également supprimer la référence à l'arrêté royal du 11 avril 1958, abrogé suite aux modifications apportées à l'arrêté royal du 8 avril 1954 par l'arrêté royal du 4 juin 1958.

Au liminaire de l'article 1er, il y a lieu de reprendre l'intitulé complet de l'arrêté royal du 8 avril 1954. Ce liminaire devrait être rédigé comme suit :

"L'article 2, 2°, de l'arrêté royal du 8 avril 1954 portant règlement général sur la police de la circulation routière est remplacé par la disposition suivante : ...".

La compétence territoriale des agents de la Régie des voies aériennes, qui font l'objet de l'article 2 du projet, variant selon les infractions, il serait préférable de préciser cette compétence à l'article 2, comme le fit l'article 40 de la loi du 27 juin 1937 portant revision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne. Les mots "dans la limite de leur compétence territoriale" devraient être remplacés par les mots : "dans la limite des aérodromes et leurs dépendances".

.../...

Pour plus de clarté, le Conseil d'Etat suggère de rédiger comme suit l'alinéa 2 de l'article 3 :

"La remise doit être faite dans les cinq jours qui suivent la date de l'avertissement donné au condamné par le ministère public.

Toutefois, en cas de déchéance prononcée pour incapacité physique du conducteur, la remise doit, nonobstant tout recours, être faite dans les cinq jours du prononcé de la décision, si celle-ci est contradictoire, ou de sa signification, si elle a été rendue par défaut".

Au liminaire de l'article 4, il y a lieu de supprimer le mot "numéro".

Il faudrait en outre remplacer dans cet article, les mots "dès que" par le mot "lorsque".

Le liminaire de l'article 5 devrait se lire :

"L'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1958, est remplacé par la disposition suivante : ...".

Le liminaire de l'article 6 devrait se lire :

"L'article 29, 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 15 juin 1954, est remplacé par la disposition suivante :

"3 ...".

.../...

La première phrase de cet article serait mieux rédigée comme suit :

"L'indication de la vitesse maximum autorisée doit être portée, par les soins du détenteur du véhicule, sur la partie droite de la face... (suite comme au projet) ...".

Le liminaire de l'article 7 devrait être rédigé comme suit :

"Dans l'article 34, 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1958, les 8°, 9° et 10° sont remplacés par les textes suivants : ...".

L'alinéa 1er de cet article serait plus clairement rédigé comme suit :

"8° à moins de 10 mètres de part et d'autre d'un signal indiquant un arrêt d'autobus, de trolleybus ou véhicule sur rails; cet arrêt est suffisamment signalé par l'une des mentions suivantes : autobus, trolleybus ou tram ".

Le liminaire de l'article 8 serait plus exactement rédigé comme suit :

"A l'article 42 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1958, sont apportées les modifications suivantes :

1° la proposition liminaire du § 1er est remplacée par le texte suivant :
" ...";

.../...

2° le g du même § 1er est remplacé par le texte suivant :

" g) ...";

3° dans le § 2, alinéa 2, les mots "poids maximum" sont remplacés par les mots "poids maximum autorisé".

Au liminaire de l'article 9, il y a lieu de supprimer le mot "numéro".

Le liminaire de l'article 10 devrait se lire :

"L'article 48, 5, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1958, est complété par la disposition suivante :

"...".

Au liminaire de l'article 11, il faudrait supprimer le mot "numéro".

Le texte de l'article 12 serait mieux rédigé comme suit :

"A l'article 56bis du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1958, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 1 est complété comme suit :

" c) ...";

.../...

2° l'article est complété comme suit :

"7. ...".

In fine de cet article, les mots "ci-dessus", peuvent être omis.

Le liminaire de l'article 13 devrait se lire :

"A l'article 57 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 31 décembre 1954, sont apportées les modifications suivantes :

1° le 2° est complété par la disposition suivante :

" ...";

2° le 4° est remplacé par la disposition suivante :

" ... ".

Le liminaire de l'article 14 serait mieux rédigé comme suit :

"L'article 67, 1, avant-dernier alinéa du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 juin 1959, est remplacé par la disposition suivante :

"... (texte du Gouvernement) ...".

A l'article 15, la phrase liminaire devrait être rédigée comme suit :

"A l'article 76 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 31 décembre 1954, 13 juin 1956 et 4 juin 1958, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° ... (texte du Gouvernement. Toutefois, le mot "numéro" devrait être omis) ... ;

2° l'article est complété par la disposition suivante:...".

Le texte de ce 2° serait mieux rédigé comme suit :

"2° Les remorques dont la largeur ne dépasse pas un mètre, utilisées par les services publics, et qui doivent être accouplées à des véhicules différents en vue de procéder ... Elles doivent toutefois être munies en permanence des deux catadioptres rouges dont les remorques sont obligatoirement équipées à l'arrière".

Au liminaire de l'article 16, il y a lieu de supprimer le mot "numéro".

Le liminaire de l'article 17 devrait se lire :

"L'article 87, 1, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1958, est remplacé par la disposition suivante :

"... (texte du Gouvernement) ...".

L'article 18 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 18.-

A l'article 95 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 4 juin et 10 décembre 1958, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° le 1, alinéa 2, est abrogé;

2° le 2 est remplacé par la disposition suivante :

"2. ... (texte du Gouvernement) ...";

3° le 4 est remplacé par la disposition suivante :

"4. ... (texte du Gouvernement) ...".

L'article 19 devrait être rédigé comme suit :

"Article 19.-

L'article 99, 2, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1958, est abrogé".

L'article 20 devrait se lire :

"Article 20.-

A l'article 104 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 juim 1958, sont apportées les modifications suivantes :

1° le a est remplacé par la disposition suivante :

"a) ... (texte du Gouvernement, repris sub 2° du projet) ...;

2° au b, les mots "feu jaune" sont remplacés par les mots "feu jaune-orange";

3° ... (texte du Gouvernement) ...".

L'article 21 serait plus correctement rédigé comme suit :

"Article 21.-

A l'article 105 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1958, sont apportées les modifications suivantes :

.../...

1° au 1, les mots "feu jaune" sont remplacés par les mots "feu jaune-orange";

2° le 4 est remplacé par la disposition suivante :

"4. ... (texte du Gouvernement) ...".

Le liminaire de l'article 22 devrait être rédigé comme suit :

"L'article 107, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1958, est remplacé par les dispositions suivantes :

"...".

L'intention du Gouvernement serait mieux rendue si le dernier alinéa in fine était rédigé comme suit :

"... le passage du feu clignotant au feu rouge doit se faire par l'intermédiaire du feu jaune-orange fixe".

Le liminaire de l'article 23 devrait se lire:

"L'article 108 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 15 juin 1954, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 108. ... (texte du Gouvernement)...".

.../...

Le liminaire de l'article 24 serait mieux rédigé ainsi qu'il suit :

"Dans l'article 110 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1958, les alinéas 4 et 5 sont remplacés respectivement par les dispositions suivantes : ...".

Le texte proposé dans cet article devrait faire apparaître qu'il comporte deux alinéas distincts.

Le liminaire de l'article 25 devrait se lire :

"L'article 112, 3°, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 juin 1958, est remplacé par la disposition suivante :

"3° ... (texte du Gouvernement) ...".

L'article 26 serait mieux rédigé comme suit :

"A l'annexe 1 du même arrêté, la mention explicative du signal n° 3 est remplacée par la suivante : "carrefour".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp bedoelt het koninklijk besluit van 8 april 1954 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer te wijzigen.

De wijzigingen zijn, zoals de Minister van Verkeerswezen in zijn brief van 8 maart 1961 verklaart, over het algemeen van ondergeschikt belang. Artikel 5 van het ontwerp echter strekt tot veralgemeende toepassing van de regel, dat van rechts komend verkeer voorgaat ; daarom vervangt het de tekst van artikel 16 van het koninklijk besluit van 8 april 1954 door een nieuwe, die alleen nog twee afwijkingen op die regel kent en niet meer rekent met het geval, dat de bestuurder van het voertuig uitkomt op een weg waarin een spoor ligt (zie het huidig artikel 16, 1, a).

De strekking van dat artikel 5 dient inmiddels juist te worden begrepen. Het betekent hoegenaamd niet, dat een aan het koninklijk besluit van 8 april 1954 onderworpen bestuurder, die uitkomt op een weg waarop spoorvoertuigen naderen, zich kan beroepen op de algemene regel "Rechts gaat vóór". Het ontwerp verandert immers niets aan artikel 1, tweede lid, van genoemd besluit, luidens hetwelk "spoorvoertuigen die van de openbare weg gebruik maken, niet onder de toepassing van dit reglement vallen".Evenmin doet het iets af aan de regel die neergelegd is in artikel 14 van het koninklijk besluit van 18 oktober 1957 : "Sporen die in de rijbaan zijn aangelegd, zijn bij voorrangsrecht bestemd voor het

.../...

verkeer van spoorrijtuigen", en - dit overigens naar het voorbeeld van artikel 17bis van het koninklijk besluit van 8 april 1954 -,"de gebruiker van de openbare weg die de doorgang voor een spoorrijtuig moet vrijlaten, mag zijn weg maar voortzetten indien hij dit, gelet op de plaats, de verwijdering en de snelheid van het spoorrijtuig, kan doen zonder gevaar voor ongevallen". Bovendien blijkt een wijziging van de bepalingen die aan spoorvoertuigen voorrang geven, hoegenaamd niet in de bedoeling van de Regering te liggen.

Gelet op die bedoeling en op de noodzaak daarover geen ruimte voor twijfel te laten in een reglement dat, zoals het thans aan de orde gestelde, door zeer velen moet worden nageleefd, ware in het ontwerp een artikel in te voegen om artikel 15 van het koninklijk besluit van 8 april 1954 te wijzigen, namelijk om de zin die volgt op de woorden "algemene regel", te laten beginnen met : "Onverminderd de bepalingen die aan spoorvoertuigen voorrang geven, moet elke bestuurder ... (verder zoals in de huidige tekst) ...".

\+

\+ \+

Bij artikel 5 van het ontwerp is nog een tweede algemene opmerking te maken. In artikel 16, I, b, wordt het woord "aardeweg", waarvan de interpretatie moeilijkheden heeft meegebracht, vervangen door het volgens sommige auteurs ondubbelzinnige "pad".

.../...

Als men er de woordenboeken op naslaat, blijkt echter, dat het woord "pad" feitelijk in verschillende betekenissen kan worden opgevat, waarbij het kenmerkende van zo'n weg nu eens uitsluitend wordt gezien in zijn geringe breedte, dan weer in het feit, dat hij alleen voor voetgangersverkeer openstaat.

Om moeilijkheden te voorkomen, zou voor het woord "pad" een voldoende duidelijke definitie moeten worden gevonden, die op te nemen zou zijn onder de andere, in artikel 2 van het koninklijk besluit van 8 april 1954 gegeven definities.

\+
\+ \+

Voorts zijn bij het ontwerp de volgende vormopmerkingen te maken.

In het eerste lid van de aanhef schrappe men de verwijzing naar de wet van 27 mei 1957. Die wet is opgeheven ingevolge de inwerkingtreding van de wet van 15 april 1958 tot wijziging van het Wetboek van strafvordering, van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer, en van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap. Artikel 16 van het koninklijk besluit van 10 juni 1959 heeft die wet in werking gebracht .

Het tweede lid van de aanhef ware, naar het door de Raad van State gevestigde gebruik, als volgt te lezen :

"Gelet op het internationaal verdrag nopens het wegverkeer en het protocol nopens de verkeerstekens, op 19 september 1949 te Genève ondertekend en goedgekeurd bij de wet van 1 april 1954;".

In het vierde lid schrappe men de verwijzing naar de koninklijke besluiten van 8 mei 1957 en 11 april 1958. Die besluiten zijn opgeheven ingevolge de wijzigingen welke het koninklijk besluit van 4 juni 1958 in dat van 8 april 1954 heeft aangebracht.

In de inleidende volzin van artikel 1 neme men het opschrift van het koninklijk besluit van 8 april 1959 volledig over en schrijve men :

"Artikel 2, 2°, van het koninklijk besluit van 8 april 1954 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer wordt door de volgende bepaling vervangen : . . .".

De territoriale bevoegdheid van de beambten van de Regie der luchtwegen, waarvan sprake in artikel 2 van het ontwerp, verschilt naar gelang van de overtreding. Het ware dan ook gewenst ze in artikel 2 nader te omschrijven, zoals artikel 40 van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart heeft gedaan. Men vervange de woorden "binnen de perken van hun territoriale bevoegdheid" door "binnen de grenzen van de vliegvelden en aanhorigheden".

Het tweede lid van artikel 3 stelle men duidelijkheidshalve als volgt :

"De inlevering moet plaats vinden binnen vijf dagen na de datum van de kennisgeving van het openbaar ministerie aan de veroordeelde.

.../...

Is de bestuurder echter wegens lichamelijke ongeschiktheid vervallen verklaard, dan moet de inlevering, niettegenstaande voorziening, plaats vinden binnen vijf dagen na de uitspraak van de beslissing wanneer deze op tegenspraak, of na de betekening wanneer ze bij verstek is gewezen".

In de inleidende volzin van artikel 4 schrappe men het woord "nummer". In de tekst zelf van dat artikel vervange men "zodra" door "wanneer".

De inleidende volzin van artikel 5 ware als volgt te lezen :

"Artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen : ...".

De inleidende zin van artikel 6 stelle men als volgt :

"Artikel 29, 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 1954, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"3....".

Een betere lezing voor de eerste twee volzinnen van dit artikel ware :

"Voor voertuigen met een hoogste toegelaten gewicht van meer dan 5 ton moet de toegelaten maximumsnelheid door toedoen van de houder worden vermeld op het rechtergedeelte van het achtervlak van het voertuig. Die vermelding moet, perfect leesbaar, worden

.../...

aangebracht in de vorm en kleuren van het in bijlage 5 van dit reglement afgebeelde model ... (verder zoals in het ontwerp) ... ".

De inleidende volzin van artikel 7 leze men als volgt :

"In artikel 34, 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1958, wordt de tekst onder 8°, 9° en 10°, onderscheidenlijk door de volgende vervangen : ...".

Een duidelijker lezing voor het eerste lid van dit artikel ware :

"8° op minder dan 10 meters aan weerszijden van een teken dat een autobus-, trolleybus- of spoorvoertuighalte aanwijst ; voor het aanwijzen van zulke halte kan worden volstaan met een der volgende vermeldingen : autobus, trolleybus of tram " .

Voor artikel 8 ware volgende lezing nauwkeuriger :

"In artikel 42 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1958, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de inleidende zin van § 1 wordt door de volgende tekst vervangen :
...";

.../...

2° de tekst onder g van dezelfde paragraaf wordt door de volgende vervangen :

" g) ..." ;

3° in § 2, tweede lid, worden de woorden "maximumgewicht" door de woorden "toegelaten maximumgewicht" vervangen.

In de inleidende volzin van artikel 9 schrappe men het woord "nummer".

De inleidende volzin van artikel 10 leze men als volgt :

"Artikel 48, 5, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"...".

In de inleidende volzin van artikel 11 vervalt het woord "nummer".

Artikel 12 ware beter als volgt te lezen :

"In artikel 56bis van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1958, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekst onder 1 wordt als volgt aangevuld :

"c) ..." ;

2° het artikel wordt als volgt aangevuld :

"7.... ".

.../...

Het woord "hierboven", aan het slot van dit artikel, kan vervallen.

De inleidende volzin van artikel 13 leze men zo :

"In artikel 57 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 december 1954, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekst onder 2° wordt met de volgende bepaling aangevuld :
"..." ;

2° de tekst onder 4° wordt door de volgende bepaling vervangen :
"...".

Een betere lezing voor de inleidende volzin van artikel 14 ware :

"Artikel 67, 1, voorlaatste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juni 1959, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"... (tekst van de Regering) ...".

De inleidende volzin van artikel 15 stelle men als volgt :

"In artikel 76 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 31 december 1954, 13 juni 1956 en 4 juni 1958, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

1° ... (tekst van de Regering, maar het woord "nummer" vervalt) ... ;

2° het artikel wordt met de volgende bepaling aangevuld :...".

Een betere lezing voor de tekst onder 2° van dit artikel ware :

"2° De door openbare diensten gebruikte aanhangwagens die niet breder zijn dan één meter en aan verschillende voertuigen moeten worden gekoppeld om ... Zij dienen evenwel steeds voorzien te zijn van de twee rode reflectoren waarmee aanhangwagens aan de achterzijde verplicht moeten zijn uitgerust".

In de inleidende volzin van artikel 16 schrappe men het woord "nummer".

De inleidende volzin van artikel 17 ware als volgt te lezen :

"Artikel 87, 1, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"...(tekst van de Regering) ...".

.../...

Voor artikel 18 verdient de volgende lezing aanbeveling:

"Artikel 18.-

In artikel 95 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 juni en 10 december 1958, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de tekst onder 1, tweede lid, wordt opgeheven;

2° de tekst onder 2 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2. ... (tekst van de Regering) ...";

3° de tekst onder 4 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"4. ... (tekst van de Regering) ...".

Artikel 19 stelle men als volgt :

"Artikel 19.-

Artikel 99, 2, derde lid, van hetzelfde besluit gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1958, wordt opgeheven".

Artikel 20 leze men zo :

"Artikel 20.-

In artikel 104 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1958, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

/

1° de tekst onder a wordt door de volgende bepaling vervangen :

"a) ... (tekst van de Regering, sub 2° van het ontwerp) ... ;

2° onder b worden de woorden "geel licht" vervangen door de woorden "oranjegeel licht" ;

3° ... (tekst van de Regering) ... ".

Een juistere lezing voor artikel 21 ware :

"Artikel 21.-

In artikel 105 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1958, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder 1 worden de woorden "geel licht" door de woorden "oranjegeel licht" vervangen;

2° de tekst onder 4 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"4. ... (tekst van de Regering) ...".

De inleidende volzin van artikel 22 stelle men als volgt :

"Artikel 107, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1958, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"...".

.../...

Het laatste lid van dit artikel zou de bedoeling van de Regering beter weergeven,indien het slot als volgt was gesteld : "... de overgang van het knipperlicht naar het rode licht geschiedt over het vaste, oranjegeel **licht**".

De inleidende volzin van artikel 23 ware als volgt te lezen :

"Artikel 108 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 1954, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 108.- ... (tekst van de Regering) ...".

Een betere lezing voor de inleidende volzin van artikel 24 ware :

"In artikel 110 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1958, worden het vierde en het vijfde lid onderscheidenlijk door de volgende bepalingen vervangen : ...".

Men late uitkomen, dat de in dit artikel voorgestelde tekst uit twee alinea's bestaat.

De inleidende volzin van artikel 25 leze men als volgt :

.../...

"Artikel 112, 3°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 juni 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"3° ... (tekst van de Regering) ...".

Voor artikel 26 verdient volgende lezing aanbeveling :

"In de bijlage I van hetzelfde besluit wordt de uitleg van het teken nr 3 vervangen door de volgende : "kruispunt".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.